

BULATA

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1110 MORGES - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 8 No 10

OCTOBRE 1977

PUBLIÉ MENSUELLEMENT AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE L'UNESCO ET DU WWF

L'UICN prépare une stratégie mondiale

qui devrait rendre beaucoup plus efficace l'action internationale en matière de conservation.

Intitulé Stratégie mondiale de la conservation, ce document:

déterminera les principales manières dont les espèces et les écosystèmes sont épuisés, dégradés ou détruits;

définira des actions préventives et des remèdes efficaces (pour les gouverne-ments, les organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales); proposera des actions prioritaires.

Trois grandes fonctions

La stratégie, financée par le PNUE au titre de projet de conservation des écosystèmes UICN/PNUE, aura pour trois principales fonctions:

donner au PNUE, au WWF et aux autres organisations intéressées une appréciation globale et un plan d'action pour la protection, le maintien et l'utilisation rationnelle des ressources vivantes sauvages de la terre;

permettre à l'UICN de décider de son programme pour 1979-1981;

permettre à l'UICN de conseiller le WWF quant aux manières les plus efficaces de dépenser les fonds recueillis.

Comment la stratégie est-elle préparée? La stratégie mondiale de la conservation fera l'objet de deux avant-projets avant d'être soumise à l'approbation de la qua-torzième Assemblée générale de l'UICN à la fin de septembre 1978. Par la suite, la stratégie sera améliorée et révisée d'assemblée générale en assemblée générale.

Le premier avant-projet est actuellement préparé par le secrétariat de l'UICN avec l'assistance de consultants. Il sera envoyé à tous les membres à la fin de décembre 1977, ainsi qu'à tous les membres des commissions de l'UICN et aux autres organisations et personnes concernées. Ainsi, les membres et les commissions participeront pleinement à la préparation de la stratégie, et le document rédigé pourra être soumis à la critique afin que le plus grand nombre possible d'améliorations puissent être soumises au conseil de l'UICN à sa réunion de mai.

Un grand nombre de sujets traités

L'UICN prépare la stratégie en consultation avec les autres membres du groupe de la conservation des écosystèmes : le PNUE, la FAO et l'UNESCO. La stratégie intéresse toutes les organisations concernées, les gouvernements, l'ONU et tous les autres organismes intergouvernementaux.

C'est pourquoi les mesures proposées dans le document ne se limiteront pas aux activités pouvant être réalisées par un seul type d'organisation. Les problèmes traités seront très divers. La stratégie ne se limitera

pas aux espèces menacées ou aux régions nécessitant une protection particulière, mais couvrira également des espèces et des régions ayant un intérêt économique, qui ne sont pas menacées, mais qui sont très mal utilisées (comme c'est le cas d'espèces sauvages ou semi-domestiques voisines d'espèces végétales ou animales cultivées ou domestiques; les pêcheries et les habitats tels que les zones humides côtières dont bon nombre d'entre elles dépendent).

Les avantages du programme

L'ampleur de la stratégie mondiale de la conservation permettra à l'UICN et aux membres du groupe de la conservation des écosystèmes, d'en tirer des programmes qui

- consisteront en des projets ayant un haut rang de priorité;
- éviteront le double emploi;
- pourront être appliqués dans le cadre complémentaires d'activités organismes.

En traçant pour la première fois une perspective globale des nombreux pro-blèmes concernant la conservation et des moyens de trouver les solutions les plus efficaces aux problèmes prioritaires, la stra-tégie soulignera la capacité de l'UICN, du PNUE et du WWF, d'agir plutôt que de se contenter de répondre à des demandes d'assistance ad hoc.

Trentième anniversaire de l'UICN et quatorzième Assemblée générale

La tenue de la quatorzième Assemblée générale et réunion technique de l'UICN coïncidera avec le trentième anniversaire de la fondation de l'UICN.

L'Assemblée générale aura lieu à Achkabad, RSS de Turkmenistan, du 25 septembre au 5 octobre 1978. L'UICN a été fondée le 5 octobre 1948.

Le conseil a mis sur pied un comité qui supervise la préparation de l'Assemblée générale. Le comité est formé de MM, A. M. Borodin, W. E. Burhenne (président, RFA), J. Perry (Etats-Unis) et des professeurs P. Goeldlin (Suisse) et M. Kassas (Egypte).

Réuni au siège de l'UICN le 15 juillet 1977, le Comité s'est accordé sur les grands thèmes de l'Assemblée générale et de la réunion technique, qui devraient être un rapport sur l'état de la conservation dans le monde, la stratégie mondiale de la conservation, le programme de l'UICN pour 1979-81, et la Charte de la nature.

Le rapport sur l'état de la conservation dans le monde aura pour but d'examiner des cas concrets de succès et d'échecs de la conservation de la nature, et d'examiner dans quelle mesure le mouvement de la conservation a réussi à définir et à réaliser ses objectifs, à gérer ses ressources, et à éveiller l'opinion publique quant aux questions de conservation.

Le rapport a pour objectif de proposer à l'UICN et à ses membres une analyse et une perspective qui leur permettra de prendre de meilleures décisions, plus solidement fondées et donc plus efficaces.

La Charte de la nature, dont un projet sera soumis pour discussion à la réunion technique, pourra servir au plan international de document définissant les relations qui devraient lier les gouvernements et le monde

de la nature. Elle répond à l'appel lancé par le président de la République du Zaïre lors de la cérémonie d'ouverture de la 12e Assemblée générale, et pour répondre à la 1re résolution de cette Assemblée.

Le trentième anniversaire de la fondation de l'UICN sera l'occasion pour l'UICN d'examiner les progrès à réaliser, et d'adopter une perspective analytique plus large encore, pouvant servir de base à la planifi-cation future. Le rapport sur l'état de la conservation dans le monde et la stratégie mondiale de la conservation l'aideront dans sa tâche.

Le comité pour la tenue de l'Assemblée générale se réunira le 10 novembre 1977. À la suite de cette réunion, nous communiquerons des renseignements plus détaillés sur les plans prévus pour la 14° Assemblée générale et la réunion technique.

Conférence de l'ONU sur la désertification

Les déserts — vers une croissance zéro

Le professeur Gilbert White, expert américain de l'eau, définit la conférence de l'ONU sur la désertification, comme « Une conférence énergique sur les questions de la terre et de l'eau, la mieux centrée et plus concrète de toutes celles que les Nations Unies ont jamais tenues ». Hommes politiques et preneurs de décisions ont quitté Nairobi forts d'une compréhension globale qu'ils n'avaient pas avant la conférence. « Nous étions comme des aveugles touchant un éléphant — déclarait M. Swaminathan, chef de la délégation indienne — chacun de nous ne pouvait décrire que la petite partie qu'il touchait. »

Les riches nations d'Europe et d'Amérique du Nord s'opposant à la création d'une nouvelle institution de l'ONU, la recommandation fondamentale de la conférence demandait la formation d'un « consortium sur la désertification ». Ce consortium liera des institutions spécialisées de l'ONU comme la FAO et l'UNESCO, à la banque mondiale et aux banques régionales de développement, et aux organisations nationales d'aide comme celle du Canada, de la Suède, et des pays arabes pétroliers.

L'idée de consortium n'est pas très spectaculaire mais elle pourrait sans doute aboutir à des résultats. Un comité semblable lie les institutions d'aide qui patronnent la recherche agricole, s'assurant que les meilleurs projets sont adéquatement financés. C'est ainsi que furent créés l'Institut de recherche international sur le riz, aux Philippines, et le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, au Mexique

Si le « miracle du blé » et le « miracle du riz » ont présenté de graves lacunes, ils n'en témoignent pas moins de façon impressionnante de la valeur de l'idée de consortium.

Bien que satisfait de la solution du consortium en tant que mesure provisoire, le secrétaire général de la conférence, M. Mostafa Tolba, a également invité la conférence à considérer rapidement un mécanisme de financement « automatique » de la lutte contre la désertification. Il a proposé le prélèvement d'une taxe de 0,1 % sur les achats de minéraux du désert, y compris le pétrole et les phosphate, effectués par les nations riches. On recueillerait ainsi

450 millions de \$ par an. Un groupe de travail examine cette possibilité. Si le financement du développement pouvait revêtir cette forme, mettant de la sorte un terme à la dépendance du tiers monde de la charité des nations industrialisées, on pourrait parvenir à un tournant historique sur la voie d'un ordre économique plus juste.

Un objectif pour l'an 2000

L'objectif est d'atteindre la croissance zéro pour les déserts d'ici l'an 2000. Quelles sont les perspectives de réussite? L'écologiste français Henri Le Houérou est sceptique quant aux grands projets internationaux approuvés par la conférence. Pour lui, ce sont les petits projets, à l'échelle du village, qui conduiront vers la croissance zéro. Mais la conférence n'a guère passé de temps à discuter de la manière dont ces plans restreints seront acceptés. « Trop de projets sont imposés aux gens par les technocrates. »

Le dernier jour, Gilbert White déclarait : « Je suis sans aucun doute enthousiasmé par la manière dont cette conférence s'est tenue ; je suis plus sceptique quant à la rapidité avec laquelle il sera maintenant possible d'agir. »

D'après des documents communiqués par Earthscan, Londres.

Qu'est-ce qui change dans le plan d'action?

Le Bulletin du mois dernier, consacré à la désertification, présentait un résumé du projet de plan d'action de l'ONU. Dans sa version finale, le plan présente un certain nombre de changements et d'additions; les plus importantes d'entre elles sont résumées ci-dessous.

Deux nouvelles recommandations portant sur le climat et ses effets ont été prises en reconnaissance du rôle critique que joue le climat et de notre ignorance des causes des changements climatiques. L'une mentionne la nécessité d'une surveillance continue au niveau national et régional tandis que l'autre demande à l'ONU et aux gouvernements d'apporter leur soutien à l'Organisation météorologique mondiale et aux autres organismes de recherche sur le climat.

Des recommandations distinctes font état de l'importance d'intégrer les programmes de désertification dans les plans de développement, de la nécessité d'une coopération régionale dans le partage des ressources en eau, et de ce facteur capital qu'est la participation des populations. Ce dernier élément était présent dans le projet de plan d'action, mais sans avoir le poids d'une recommandation formelle. Le rôle de la participation des populations est encore souligné dans une recommandation demandant la réduction des inégalités socio-économiques. Ceci implique, entre autres choses, l'éducation des hommes — des adultes en particulier — pour aboutir à une prise de conscience des réalités écologiques.

L'UICN fait adopter le rôle de la faune sauvage

Le dernier point positif, et non le moindre, est la reconnaissance maintenant accordée au rôle vital que joue la végétation indigène et la faune sauvage dans le maintien de l'équilibre écologique. Cela est dû en grande partie au travail de la délégation de l'UICN, à Duncan Poore et à John Kundaeli. Nulle ONG n'est, bien sûr, à même de présenter

une recommandation à la Conférence, mais l'Ethiopie et les pays du Sahel ont largement souscrit aux vues de l'UICN. La recommandation présentée par l'Ethiopie, et adoptée par la Conférence, dit ceci ; « Il est recommandé que les gouvernements prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la conservation de la faune et de la flore dans les régions sujettes à la désertification ou susceptibles de le devenir. » L'application a également mis l'accent sur la nécessité de contrôler le commerce des espèces menacées : les gouvernements ont été invités instamment à « signer, ratifier et appliquer » la convention sur le commerce des espèces menacées.

La contribution de l'UICN est allée plus loin encore. Outre les recommandations, le plan d'action contient des buts et des principes — 19, soit une augmentation de 5 par rapport au projet antérieur. L'UICN est à l'origine de 4 d'entre eux. Ceux-ci portent sur l'importance de mettre au point des plans intégrés d'utilisation du visant à reconstituer le couvert végétal sur les terres marginales en ayant recours à des animaux et à des plantes qui y sont adaptés, à fournir d'autres aliments et combustibles quand les terres dégradées sont au repos, à faire des recherches sur les utilisations traditionnelles mais non officiellement reconnues, de plantes et d'animaux sauvages en tant que sources de nourriture et de combustible, et à gérer toutes les ressources renouvelables sur la base d'un rendement

Tout va bien pour le moment ... mais

Ces nouvelles mesures ont donné de l'allant au plan d'action. Mais dans un autre domaine important, c'est le contraire qui s'est produit. Dans la recommandation traitant de la santé, le projet de plan d'action mettait l'accent sur la planification familiale. Cette partie se lit maintenant comme suit : « y compris la planification familiale, là où elle s'avère nécessaire ». Concrètement, il s'agit là d'une recommandation de ne rien faire. Le fond du problème est pratiquement ignoré

ment ignore.

Autre point négatif, le plan d'action paraîtécarter la question des droits des nomades et le rôle que ceux-ci jouent dans l'utilisation équilibrée des terres à pâturages. L'accent reste mis sur leurs sédentarisation. La recommandation portant sur l'exode vers les villes et la nécessité de le freiner en améliorant la productivité des sols réclame, entre autres mesures: «La sédentarisation des nomades». De toute évidence, cela ne peut que réduire la productivité et accélérer la migration vers les villes.

Ira Gabrielson

M. Ira Gabrielson est décédé le 7 septembre dernier à l'âge de 87 ans. M. Gabrielson avait participé à la création de l'UICN en 1948. En 1961, il aidait à organiser la section américaine du Fonds mondial pour la nature dont il fut le président pendant plusieurs années. Il fut également membre du Conseil du WWF International.

Celui que l'on appelait souvent « M. Conservation » fut choisi par l'American Forestry Association pour faire partie d'un groupe exclusif visant à conserver le National Hall qui incluait notamment Rachel Carson et le président Theodore

Ses activités très variées l'ont conduit dans des expéditions vers le pôle Sud, des expéditions ornithologiques dans le monde entier. Il fut le premier directeur du Fish and Wildlife Service américain, relevant du gouvernement fédéral; grâce à lui, le système national de refuge de la faune a grandi de plusieurs centaines de milliers d'hectares.

M. Gabrielson fut président du Wildlife Management Institute pendant 24 ans et était président du conseil de cet organisme au moment de sa mort. Un fonds portant son nom a été créé à sa mémoire, pour soutenir financièrement les travaux de l'Institut.

Livres

Extinction is forever: threatened and endangered plants in the Americas and their significance in ecosystems today and in the future.

Revu et corrigé par Ghillean T. Prance et Thomas S. Elias

The new York Botanical Garden, 473 p., 35 photos noir et blanc, 34 cartes, 34 autres illustrations, prix non indiqué.

Cet ouvrage, dont il faut oublier le titre banal, est recommandé à quiconque s'intéresse à la conservation. C'est une mine de renseignements sur les problèmes de la conservation des plantes en Amérique. Mais son intérêt dépasse de loin l'hémisphère occidental car il examine les différentes manières d'aborder un grand nombre de problèmes.

Extinction is forever comporte cinq sections. Les trois premières traitent des problèmes des plantes menacées d'Amérique du Nord, du Mexique, d'Amérique Centrale et des Caraïbes, et d'Amérique du Sud. La quatrième partie présente 6 groupes de plantes qui courent des risques particuliers : les iris, les amaryllis, et autres familles de plantes à bulbes, les palmiers, les cactus, les plantes carnivores, les orchidées, et les ptéridophytes. La dernière partie est consacrée à des sujets particuliers tels que l'équilibre entre la conservation et le développement sous les tropiques humides, et le programme des plantes menacées de l'UICN.

Exposé après exposé (ce livre est le compte rendu d'un symposium tenu au jardin botanique de New York en mai 1976), on se rend compte que l'ignorance est un obstacle majeur — peut-être même le principal obstacle — à la conservation des plantes. En Amérique, les Etats-Unis sont le seul pays qui dispose d'une liste d'espèces végétales menacées et cette liste prête à controverse. De nombreux pays (comme le Mexique) ne peuvent faire l'inventaire des espèces menacées faute de flore nationale. Les flores compilées pour combler cette lacune sont forcément incomplètes du fait que les pays concernés ont été peu explorés au plan botanique. Les flores de l'Europe ont été constituées après 6 siècles d'étude et plus de 5000 travaux locaux. Par contre, la botanique en Amérique centrale (qui pourrait bien compter 3 fois plus d'espèces différentes) n'a que 200 ans d'âge — presque tout le travail ayant été fait au cours de ce siècle — et 50 travaux seule-ment ont été publiés. Ainsi, au Panama, plusieurs espèces sont découvertes entre le moment où le fascicule consacré à leur famille est mis sous presse et la distribution dans le public.

Bien que l'étude des plantes s'accélère en Amérique, elle est toujours plus lente que le rythme des destructions. Alors que des habitats et des écosystèmes entiers disparaissent, de nombreuses espèces peuvent s'éteindre avant même que d'être connues.

La mise en place d'un réseau de réserves protégeant les centres d'endémisme et les autres régions clés est nécessaire, de même qu'une législation efficace, et surtout des arguments meilleurs qui permettront de convaincre les populations de l'intérêt des plantes. La plupart des pays américains semblent manquer du minimum de documents pour public éduqué : des textes en espagnol illustrés d'exemples locaux. Les responsables des décisions manquent de données présentées de façon brève et précise sur

les espèces et les écosystèmes qui sont importants, et pourquoi ils le sont. Les magazines d'horticulture devraient lancer une campagne concertée qui expliquerait aux amoureux des cactus, des orchidées, des plantes carnivores et des fougères arborescentes, combien leur amour pour ces plantes peut être dévastateur.

La rubrique livres du Bulletin ne peut donner qu'un aperçu de la richesse de données et d'idées de cet ouvrage. Il suffit de dire qu'aucun des auteurs ne se contente de formuler de vagues exhortations. De nombreuses solutions très intéressantes aux problèmes des plantes menacées sont présentées en détail. Le plus grave défaut de Extinction is forever est, en fait, qu'avec autant d'éléments importants, il ne comporte pas d'index.

Evolution of crop plants

Revu et corrigé par N. W. Simmonds Longman, 339 p., 33 cartes, 47 autres illustrations, £14.

Les précurseurs et les plantes voisines des plantes cultivées continuent de présenter un intérêt pour l'homme en ce qu'elles peuvent être à l'origine de nouvelles variétés présentant des qualités particulières de résistance à la maladie, de réaction aux différents sols et climats, rendement, etc. La nécessité de conserver les variétés sauvages et semi-domestiques de ces plantes, tant dans des banques de graines que dans leurs habitats, est donc relativement bien admise.

Cependant, jusqu'à la parution de Evolution of crop plants, il n'y avait pas de guide succinct à jour, de l'évolution des variétés de plantes dont notre survie dépend directement. Il faut donc féliciter l'auteur de ce guide présenté sous une forme aussi élégante.

Des essais concis et détaillés sur 86 plantes cultivées importantes ont été écrits par des personnes faisant autorité en la matière, et provenant de différentes parties du monde. Chaque essai comporte 6 sections : introduction (description et utilisations), cytotaxonomie, histoire ancienne (origine des cultivars et anciennes pratiques de culture), histoire récente, et perspectives d'avenir.

Il y a également de brèves descriptions de 80 autres plantes cultivées de moindre importance et un chapitre rédigé pour la forme, sur les arbres exploités pour leurs bois.

M. Simmonds souligne que l'évolution des plantes cultivées est probablement au moins aussi rapide qu'autrefois, et même dans certains cas, beaucoup plus rapide.

Methods in plant ecology

Revu et corrigé par S. B. Chapman

Blackwell Scientific Publications, 536 p., 137 illustrations, £15 (broché), £9.75 (livre de poche).

Prévu pour les étudiants d'université et de collèges techniques, ce livre analyse en détail les méthodes écologiques relatives à l'histoire de la végétation, la description et l'analyse de la végétation, l'écologie de la production et les budgets de nutriments, l'écologie physiologique et la nutrition des plantes, les sites et les sols, la climatologie et la mesure environnementale, l'analyse chimique et les systèmes de collecte de données.

Les techniques et technologies étudiées vont des plus sophistiquées aux plus simples, de sorte que cet ouvrage pourra intéresser les écologistes des plantes qui sont confrontés à de nouveaux problèmes.

Flowering tropical climbers

Geoffrey Herklots

Dawson, 194 p., 16 illustrations en couleurs, 270 dessins, £17.50.

Les plantes tropicales grimpantes comptent parmi les plantes à fleurs les plus attrayantes, et ce livre, bien conçu, leur rend amplement justice.

Plus de 300 espèces de partout sous les tropiques y sont décrites. Chaque espèce est présentée, par ordre alphabétique, dans sa famille, et bon nombre d'entre elles sont illustrées. Ce livre intéressera autant l'étudiant qui a besoin d'un panorama des plantes grimpantes tropicales, que l'horticulteur.

Flowers of Greece and the Aegean

Anthony Huxley et William Taylor Chatto et Windus, 185 p., 483 photos couleurs, 2 cartes, 77 dessins, £6.50 (broché), £3.95 (livre de poche).

Avec ses 6000 espèces, la flore grecque est l'une des plus riches d'Europe. Cet ouvrage est un guide pour un dixième des espèces les plus susceptibles d'être vues par le visiteur. Le livre est appréciable en ce qu'il est le premier guide portatif des fleurs grecques, mais son utilité est limitée par le petit nombre d'espèces couvertes, par le nombre plus restreint encore d'illustrations, illustrations qui sont séparées du texte, et par la pauvreté et la rareté des cartes. Comment se fait-il que si peu d'éditeurs de guides sur le terrain semblent se poser la question de savoir à qui le livre publié s'adresse?

The orchids of south central Africa

Graham Williamson Dent, 237 p., 185 photos couleurs, 2 cartes, 119 dessins, £15.

Pour la première fois, un ouvrage présente l'ensemble des orchidées de Zambie et du Nord du Malawi (partie sud du plateau africain central). 50 genres d'orchidées indigènes y sont décrits et une espèce représentative de chaque genre est illustrée en détail. La plupart des autres espèces sont présentées plus brièvement et presque toutes sont présentées en dessin montrant les caractéristiques permettant de les reconnaître. Les illustrations en couleurs montrent les espèces individuelles dans leurs habitats. L'ouvrage comporte une liste de références des orchidaceae existant naturellement en Zambie et sur le plateau du Nyika. Ce livre pourrait être un ouvrage de référence pendant longtemps encore.

The encyclopedia of the plants kingdom

Revu et corrigé par Anthony Huxley Salamander/Hamlyn, 240 p., plus de 250 photos couleurs, £4.95.

Ce livre constitue une bonne introduction au monde des plantes, à l'intention du profane. Il comporte des chapitres sur la conservation, plusieurs espèces, la biologie des plantes, et sur plusieurs groupes de plantes les plus importants. Le livre est bien fait, bien illustré, et, ce qui est inhabituel pour un ouvrage de ce genre, ne prend pas le lecteur de haut.

En Suède, renversement d'opinion en faveur du loup

Le loup est protégé en Suède depuis 1965, mais dès cette époque il n'y avait pratiquement plus de loups à protéger. Le tir et les pièges avaient prélevé un tel tribut que 8 ans plus tard, en 1973, les populations de loups de Norvège et de Suède se montaient en tout à 6 animaux. Même pour une espèce dotée d'une capacité de survie remarquable, c'est une base sur laquelle il est pratiquement impossible de reconstituer une population, en dépit de la découverte faite dernièrement à la frontière norvégienne d'une petite harde de six à huit loups.

L'opinion publique suédoise vis-à-vis du loup se serait-elle adoucie ces dernières années? Les Suédois sont-il prêts à laisser cet animal reconstituer sa population grâce à des apports extérieurs si besoin est? Pour répondre à ces questions, le Conseil suédois de protection de l'environnement et le collège d'Etat d'ingénieurs forestiers ont réalisé un questionnaire qui a été envoyé à 2000 personnes réparties en huit groupes. Quatre groupes de 300 personnes représentaient les habitants de 4

districts du nord au sud de la Suède. Les quatre autres groupes, comprenant 200 personnes chacun, représentaient les propriétaires de rennes, les fermiers, les chasseurs, et les membres de la Société suédoise pour la conservation de la nature. Le pourcentage de réponses s'est révélé étonnamment élevé: 75 %.

Des mesures urgentes auraient-elles dû être prises pour sauver le loup en Suède? Devrait-il y avoir une population « libre »? Devrait-il y avoir une région protégée alors que la chasse serait sans restrictions en dehors de cette région? Faut-il implanter les loups? A toutes ces questions la majorité de tous les groupes a répondu oui, à l'exception des fermiers et des propriétaires de rennes.

Quand on sait que le nord est le pays du loup, il est particulièrement encourageant (et surprenant) de constater que ce sont les habitants du nord de la Suède qui se montrent les plus favorables aux loups. Le loup pourrait donc encore avoir un avenir assuré en Suède.

Une forêt anéantie d'ici 1990

Si l'abattage actuel se poursuit, les ressources en bois de la Malaisie seront épuisées d'ici 12 ans. L'exportation du bois s'effondrera, et il n'y aura même pas assez de bois pour répondre à la demande locale. Le bois devrait être importé. C'est M. Datuk Mahathir Mohamed, premier ministre adjoint, qui a lancé ce sévère avertissement à la réunion du conseil national forestier qui s'est tenu dernièrement à Kuala Lumpur.

M. Mahathir, qui est également président du conseil forestier, aurait déclaré que la vie des forêts malaisiennes pourrait être prolongée de 35 ans si le rythme actuel d'abattage au profit des terres arables était réduit de 272.000 ha par an à 56.000 ha. Au cours des 20 dernières années le reboisement n'a couvert que 216.000 ha, soit moins que l'abattage effectué en un an.

Le premier ministre adjoint s'est plaint que le conseil, pourtant formé il y a 6 ans pour protéger les forêts, en était encore à discuter d'un projet de politique nationale visant à résoudre le problème de déboisement. La réunion, à laquelle participaient des ministres des Etats exerçant une politique agraire indépendamment du gouvernement fédéral, a décidé d'accepter le projet de politique sans plus de délai.

M. Mahathir a déclaré que le gouvernement fédéral serait prêt à patronner le reboisement forestier si les gouvernements d'Etats entreprenaient de transformer les régions restaurées en réserves forestières.

Nouveaux quartiers d'hiver pour les grues?

Se reproduisant dans le haut Arctique d'URSS, les deux populations de grues de Sibérie hivernent dans des zones humides

indiennes ou chinoises. Aidée par les gouvernements iranien et soviétique, la Fondation internationale pour les grues (ICF) s'efforce de rétablir une zone d'hivernage en Iran. Des œufs de grues de Sibérie ont été transportés au printemps dernier du siège de l'ICF dans le Wisconsin (Etats-Unis) aux nids de grues communes qui se reproduisent en Russie de l'ouest et dans les zones humides iraniennes. Il n'y a que 56 grues de Sibérie hivernant en Inde, soit 15 de moins qu'en 1970. Il y en a peut-être encore 300 qui hivernent le long du Yang Tse Kiang, en Chine, mais on ne sait rien de leur état de conservation.

Il semble qu'au cours de leur long vol vers le nord, toutes les grues de Sibérie hivernant en Inde se reposent brièvement au lac Ab-i-Estada, en Afghanistan. Le lac perd une bonne partie de ses eaux qui sont déviées pour l'irrigation, et de plus, les oiseaux courent le risque d'être tirés et vendus pour être mangés. Cependant, on a appris dernièrement que Ab-i-Estada allait devenir un sanctuaire de la faune. C'est là une excellente nouvelle.

Le lac aux flamants bientôt en sécurité

Une usine produisant de l'oxychlorure de cuivre, fongicide hautement toxique, est installée sur la berge du lac Nakuru, « le lac au million de flamants ». Si ce produit se répandait accidentellement dans le lac, il pourrait détruire les algues bleu-vert qui constituent la nourriture de base du flamant rose. Le gouvernement du Kenya a assuré le Fonds mondial pour la nature que l'usine serait déplacée. Félicitant le gouvernement pour la décision prise, le WWF a déclaré qu'il espérait que ce déplacement aurait lieu prochainement.

Merci à la Hollande et à la Société suédoise de conservation de la nature

Le gouvernement des Pays-Bas et la Société suédoise pour la conservation de la nature ont tous deux doublé leurs cotisations annuelles à l'UICN à compter de 1977. L'UICN leur est très reconnaissante pour cette expression généreuse et concrète de soutien.

Voilà un exemple que d'autres membres pourraient suivre! Un tiers des membres n'ont toujours pas payé leurs cotisations statutaires pour 1977.

Adhésion du Sénégal à la convention sur les zones humides

Le 11 juillet dernier, le Sénégal adhérait à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine, devenant ainsi la 18° partie à la convention. Le Sénégal est également le 1° Etat africain, après l'Afrique du Sud, à adhérer à cette convention. Il faut espérer que d'autres nations africaines feront de même.

Quatre nouvelles parties à la convention sur le commerce des espèces menacées

Le 26 juillet 1977, le Danemark ratifiait la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, devenant ainsi la 37^c partie à la convention. Le Sénégal adhérait à la convention le 5 août, le Nicaragua le 6 août et la Gambie le 26 août. Ces trois nations deviennent donc respectivement les 38^c, 39^c et 40^c parties à la convention.

Tortues menacées au Brésil

Le seul site de ponte au Brésil de la tortue luth (Dermochelys coriacea) se trouve dans l'Etat de Espiritu Santo, au nord de Rio de Janeiro, dans la réserve de Camborios. Il y a peu de temps encore, cette tortue n'était pas dérangée, l'homme ne pouvant pas accéder à la plage de ponte qui faisait partie de la réserve. Cependant, pour des raisons «politiques», la réserve a été réduite de 6000 à 3000 ha, ce qui ouvre l'accès aux plages de ponte. A moins que des mesures ne soient prises sans délai pour protéger la plage, la reproduction de cette tortue pourrait y être menacée. Il n'y a pas d'autres plages de ponte le long de la côte brésilienne.

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier de l'Unesco et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1977/78 DG/2.1/414/45.

N.B. Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduit en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le Bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.